

NEWS

SYRIE

# Logique de guerre

Richard Graf

**Les frappes contre le régime de Bachar Al-Assad ne font pas l'unanimité, même au sein des interventionnistes.**

Temps difficiles pour les adeptes de la paix : l'utilisation d'armes chimiques par le régime d'Al-Assad semble de plus en plus évidente. Ce serait une - mais évidemment pas la seule - action à condamner, car elle va à l'encontre du droit international qui interdit ces armes et notamment leur usage envers la population civile. L'enquête de l'ONU est toujours en cours, et il n'est pas sûr qu'elle établira avec une certitude absolue quel type d'armes chimiques a été utilisé, et surtout par qui. Or le blocage de l'enquête par le régime et les informations recueillies par des ONG indépendantes sur place ont largement réduit l'espace laissé au doute.

S'il semble bien que les dirigeants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France aient postposé (du moins pour quelques jours) les frappes de répression qu'elles veulent infliger au régime syrien, ne serait-ce que pour attendre les résultats des inspecteurs de l'ONU toujours sur place, la question d'une réaction adéquate de la communauté internationale reste entièrement posée.

Les mouvements de paix, comme la Friddensinitiativ à Luxembourg, appellent au calme et avertissent les va-t-en-guerre quant au chaos que leur initiative risque de créer dans la région, déjà fortement déstabilisée, entre autres par des organisations djihadistes. L'initiative luxembourgeoise appelle notre gouvernement, et notamment son ministre des affaires étrangères, Jean Asselborn, à s'opposer en tant que membre du conseil de sécurité à une telle entreprise. Cette position semble être largement partagée par l'ensemble des partis politiques représentés à la chambre des députés : la commission des affaires étrangères a rencontré d'urgence le même Asselborn ce jeudi, pour discuter de la position luxembourgeoise. Celui-ci se dit « opposé à une action militaire conjointe des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France sans mandat des Nations Unies, voire en dehors du cadre euratlantique ».

Contrairement au positionnement à la veille de la guerre contre l'Irak en 2003, la France, ou du moins son président, s'est inscrite du côté des interventionnistes. Mais la « coali-

tion of the willing » semble cette fois-ci beaucoup vacillante : tout comme les parlements respectifs, l'opinion publique semble loin d'être convaincue du bien-fondé d'une intervention militaire, même limitée à quelques frappes contre les centres de décision du régime. La majorité des pays de la ligue arabe quant à elle, condamne certes Al-Assad, mais ne veut pas participer à une intervention.

**Il faudra donc bien trouver le moyen de renouer avec une stratégie d'intervention diplomatique, qui ne saura se faire sans compromis difficiles à avaler des deux côtés.**

Le président américain, qui avait lancé très tôt les préparatifs pour une intervention avec des cruise missiles et des bombardements, se dit décidé, mais émet en même temps des signes de doute. De la pure tactique pour les uns, des signes de faiblesse pour les autres. En appelant dès le début des hostilités le chef du régime syrien à démissionner, Obama a affaibli très tôt sa capacité d'intervenir de façon diplomatique dans le conflit. Et en déclarant l'utilisation d'armes chimiques comme la ligne rouge à ne pas dépasser, il a indiqué au régime aussi bien qu'à l'opposition la voie par laquelle la provocation pouvait venir.

Mais l'appel au calme et à la non-intervention n'est pas une perspective en soi : dès le départ des contrôleurs, les quartiers visités ont à nouveau été largement bombardés par le régime. Avec des armes conventionnelles certes, mais meurtrières pour autant. Et l'opposition ? Frustrée par le report voire l'annulation des actions interventionnistes, elle va forcément doubler ses efforts. Il faudra donc bien trouver le moyen de renouer avec une stratégie d'intervention diplomatique, qui ne saura se faire sans compromis difficiles à avaler des deux côtés ... et sans partis pris des grands Etats. Or il ne sera pas facile de revenir en arrière de deux ou trois ans... Beaucoup de temps et surtout tant des vies humaines perdus en vain !

## NEWS

SREL: Ce n'est pas fini! **p. 3**

## REGARDS

Veggie Day: Alles Gemüse? **S. 4**

Geschichte: Vergeben und Vergessen? **S. 6**

Ägypten: „30 Jahre Mubarak sind so schlimm wie ein Jahr Mursi“ **S. 10**